



Rentrée : « Ne pas pénaliser les zones rurales »

Face à une baisse du nombre d'élèves, l'annonce de l'ouverture de 11 classes et la fermeture de 49 autres pour la rentrée de septembre fait réagir l'association des maires ruraux de la Manche.

Entretien

Hubert Lefèvre, président de l'association des maires ruraux de la Manche

De nombreuses fermetures de classes sont annoncées. Votre réaction ?

Les Maires ruraux de la Manche ont été alertés de la volonté de l'Éducation nationale d'appliquer des critères qui aboutissent à une accélération des fermetures de classes et d'écoles rurales. Ces décisions unilatérales affectent la carte scolaire du monde rural, impactent l'aménagement du territoire décidé par les élus, alors même que le « soutien à la ruralité » est affiché comme une priorité par l'État. La baisse du nombre de postes décidée dans la loi de Finances pour 2023 ne doit pas pénaliser prioritairement les zones rurales en imposant aux élus et aux familles des regroupements forcés. La baisse des effectifs d'élèves touche le monde urbain et le monde rural. Pourquoi, quand les Directeurs académiques poursuivent le dédoublement des postes en zones denses, le monde rural doit payer le tribut d'une approche comptable déséquilibrée ?

Vous souhaitez que soit favorisée l'égalité devant l'offre scolaire.

Elle passe par un droit à l'accès scolaire à proximité, et se voit rompue dès lors que l'on impose des contraintes de déplacements aux enfants par des regroupements forcés.

Dans l'attente des décisions quant au futur Agenda rural, les maires ruraux demandent la fin des décisions abruptes et, *a minima*, l'application par l'État de ses propres engagements dans le premier Agenda rural.

Où en est le dialogue avec l'académie ?

L'association demande que le préfet favorise le dialogue avec le Directeur académique. Ils appellent les communes rurales à relayer cette action, en informant leur population de la démarche et en saisissant leur sous-préfet des cas locaux problématiques, afin d'obtenir une rencontre et de favoriser le dialogue.

Les Maires ruraux de la Manche rappellent, en outre, la proposition d'une révision du fonctionnement des Conseils départementaux de l'Éducation nationale (CDEN) et demandent que le ministre de l'Éducation nationale accélère la concertation qu'il a promise à ce sujet, depuis plusieurs mois, sans concrétisation à cette heure.



L'Association des maires ruraux de la Manche, présidée par Hubert Lefèvre, lance un appel solennel au sujet de la fermeture de certaines classes dans le milieu rural. Ouest-France